

NOTE DE CONJONCTURE

de l'Économie Sociale et Solidaire

EN RÉGION PACA

ÉDITORIAL

L'ESS en PACA : après le rebond, l'heure de vérité

Situation à fin 2025

Le temps du rattrapage post-Covid est révolu. En PACA comme ailleurs, l'Économie Sociale et Solidaire affichait une vitalité qui s'arrête en 2025 : par rapport à 2024, l'emploi ESS régional stagne (-0,03 %), le nombre d'établissements recule (-0,6 %), et les trajectoires s'inversent par rapport au secteur privé hors ESS.

Le tableau n'est pourtant pas uniforme en France. La région PACA résiste mieux en termes d'emplois que la moyenne nationale (-0,5 %) — et mieux que la plupart des régions métropolitaines — grâce à sa densité associative, son ancrage territorial et sa diversité sectorielle. Les activités hospitalières et médico-sociales continuent de créer des emplois, portées par des besoins structurels qui ne fléchissent pas. Et les fondations, même minoritaires, confirment leur dynamisme.

L'ESS en France



181 516
salarié.es



11 612
entreprises employeuses



4,7 M€
de salaires bruts



12,7%
de l'emploi privé

Source : Observatoire régional ESS - CRESS SUD PACA, d'après Insee Flores 2021

NOTE DE CONJONCTURE de l'Économie Sociale et Solidaire EN RÉGION PACA

L'ESS en PACA : après le rebond, l'heure de vérité

Situation à fin 2025



Mais ce sont les signaux d'alerte qu'il faut examiner. Les associations — 86 % des emplois ESS — reculent simultanément sur l'emploi et les établissements pour la première fois. Le sport, la culture, la formation, les services de proximité : autant de secteurs qui souffrent de la réduction des financements publics et dispositifs d'aide. Derrière les chiffres agrégés, c'est le tissu de proximité qui s'effrite.

L'ESS régionale aborde 2026 avec des atouts réels, mais dans un contexte de fragilisation inédite. La question est aujourd'hui de savoir si les acteurs publics et privés sauront donner à ce secteur les moyens de sa résilience, avant que le recul conjoncturel ne devienne structurel.

L'ESS à fin 2025

- **-0,03 %** Emplois
- **-0,6 %** Etablissements



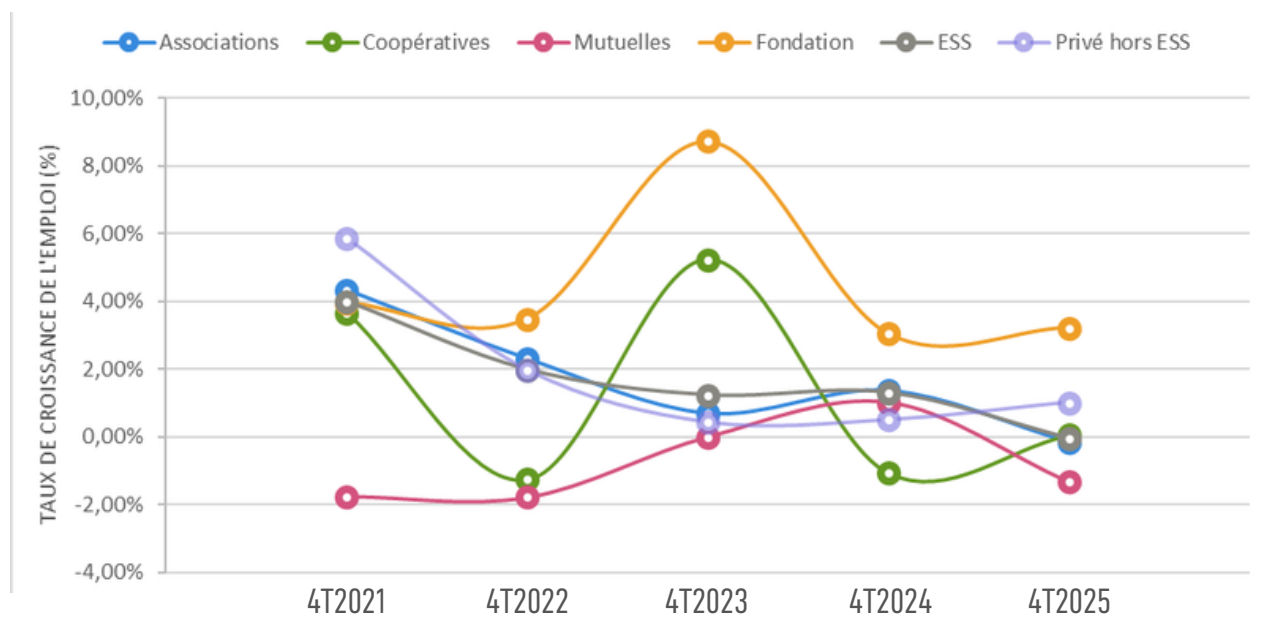
- **-0,5 %** Emplois
- **-0,2 %** Etablissements



Source : Observatoire régional ESS - CRESS SUD PACA, d'après Acoess-Urssaf 4174-2175

Coup d'arrêt de l'emploi ESS en 2025

Emploi ESS en PACA — Évolution 4T2020 à 4T2025



La période 2020–2025 s'est ouverte sur un puissant rebond post-Covid en 2021, commun à l'ensemble des acteurs économiques de la région PACA. L'emploi ESS a ainsi progressé de +3,99 % en un an, portée avant tout par les Associations (+4,34 %) et les Fondations (+3,96 %), tandis que le secteur privé hors ESS bondissait encore plus fortement, à +5,86 %, bénéficiant pleinement du rattrapage conjoncturel.

Dès 2022, la dynamique commune s'essouffle : ESS (+1,99 %) et secteur privé hors ESS (+1,97 %) évoluent à un rythme identique. Les années 2023 et 2024 confirment cette décélération généralisée. L'emploi ESS maintient une légère croissance (+1,24 % puis +1,31 %), quand le secteur privé hors ESS ralentit nettement (+0,43 % puis +0,50 %).

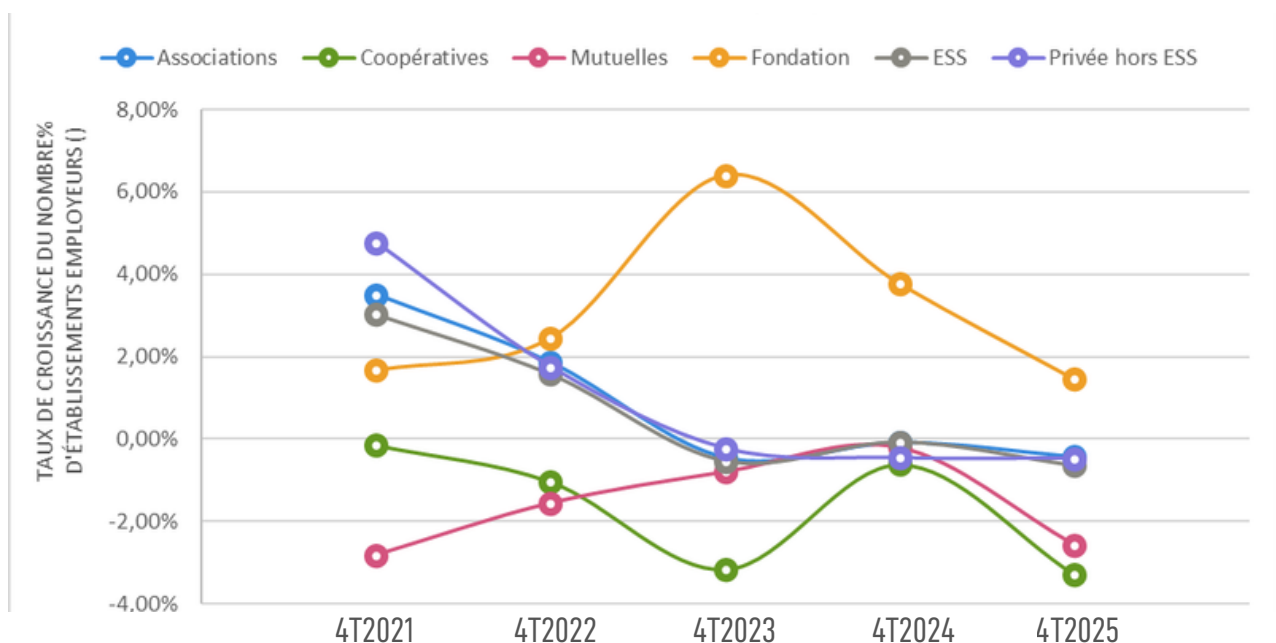
EMPLOI

La rupture notable intervient en 2025 : l'emploi dans l'ESS bascule à l'équilibre stagnant (-0,03 %), tirée par un recul des Associations (-0,14 %) et des Mutuelles (-1,32 %), tandis que le secteur privé hors ESS renoue avec une croissance modérée (+1,02 %). Les trajectoires des deux secteurs se croisent et s'inversent en fin de période.

A noter que la région PACA affiche le recul de l'emploi ESS le plus faible de France métropolitaine, là où la moyenne nationale atteint -0,49 % et certaines régions, comme la Bourgogne-Franche-Comté, jusqu'à -1,0 %. Une résistance qui témoigne d'une meilleure solidité structurelle de l'ESS régionale : densité associative, ancrage territorial et diversité sectorielle jouent probablement ici un rôle d'amortisseur.

Le tissu employeur de l'ESS s'érode

Évolutions des établissements employeurs — ESS en PACA



Un signal à ne pas sous-estimer

Sur la période 2020–2025, le nombre d'établissements employeurs en PACA a suivi une trajectoire similaire pour l'ESS et le secteur privé hors ESS : une phase de rebond en 2021, un ralentissement en 2022, puis un basculement dans le recul à partir de 2023.

Seules les Mutuelles (-2,82 %) et, dans une moindre mesure, les Coopératives (-0,15 %) font exception.

Confirmation mais atténuation (2022) : La croissance se poursuit pour l'ESS (+1,57 %) et pour le secteur privé hors ESS (+1,75 %), avec une quasi-convergence des rythmes. Les Fondations confirment leur dynamique ascendante (+2,46 %).

Inflexion (2023) : Un retournement s'opère. L'ESS (-0,53 %) et le privé hors ESS (-0,23 %) entrent tous deux en territoire négatif. Le recul est plus marqué pour les Coopératives (-3,16 %) et les Fondations font figure d'exception notable avec une accélération inédite (+6,40 %), possiblement liée à un effet de création sous statut fondation dans un contexte de philanthropie corporate ou de structuration de projets à but non lucratif.

Phase de rebond (2021) : L'ensemble des acteurs enregistre une croissance, tirée très largement par les Associations (+3,51 %) qui constituent l'essentiel du tissu ESS. Le secteur privé hors ESS rebondit même plus fortement (+4,77 %), dans un contexte de rattrapage post-Covid.

Stabilisation fragile (2024) : Les acteurs ESS résistent (-0,07 %) mieux que le secteur privé hors ESS (-0,46 %). Les Fondations maintiennent une croissance solide (+3,76 %).

Recul accentué (2025) : Le nombre d'établissements ESS recule nettement (-0,64 %), désormais davantage que dans le privé hors ESS (-0,47 %), sous l'effet d'une accélération des baisses de Coopératives (-3,29 %) et Mutuelles (-2,58 %) employeuses.

Les Fondations, Coopératives, Associations et Mutuelles

Les Fondations confirment leur dynamisme statutaire tandis que Associations et Mutuelles marquent le pas

Associations

(4T2024 - 4T2025)

-0,14%

Taux **emplois** fin de période

(4T2024 - 4T2025)

-0,43 %

Taux **établissements** fin de période

Pilier de l'ESS régionale (>85 % des emplois), les associations entrent pour la première fois en recul simultané sur les deux dimensions en 2024-2025, après deux ans de consolidation silencieuse : un signal d'alerte conjoncturel à ne pas sous-estimer.

Coopératives

+0,05%

Taux **emplois** fin de période

-3,29 %

Taux **établissements** fin de période

La divergence extrême entre la chute du tissu d'établissements et la résistance des emplois reflète une concentration probable du réseau coopératif ; la volatilité ou la stabilisation des emplois sont à surveiller.

Mutuelles

-1,32 %Taux **emplois** fin de période**-2,58 %**Taux **établissements** fin de période

Contraction structurelle cohérente sur les deux dimensions, portée par la rationalisation du secteur de la protection sociale complémentaire ; aucun signal de retournement à court terme.

Fondation

+3,22 %Taux **emplois** fin de période**+1,45 %**Taux **établissements** fin de période

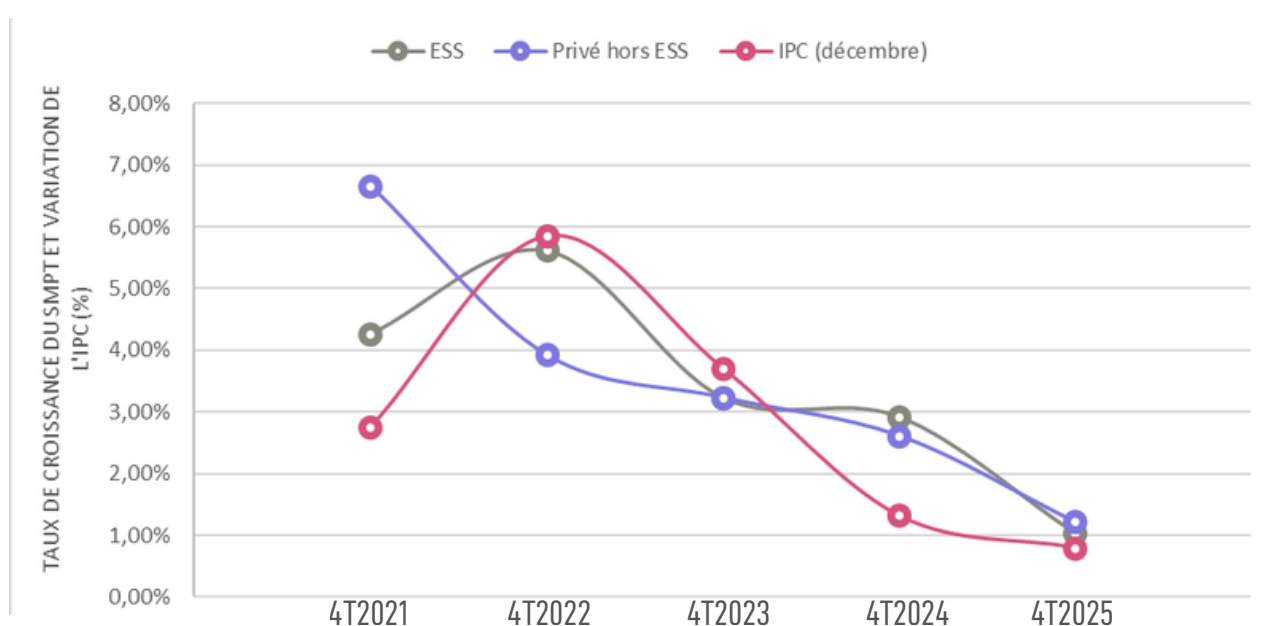
Seule composante en double croissance continue sur 5 ans, les fondations incarnent le moteur contracyclique de l'ESS en PACA, avec une intensification de l'emploi par établissement qui témoigne d'une montée en puissance de leur activité.

L'ESS en PACA termine 2025 dans une configuration inédite : le rebond post-Covid est désormais entièrement absorbé, les dynamiques de concentration (associations, coopératives, mutuelles) dissimulent une fragilisation du tissu d'établissements, et le seul segment en pleine santé — les fondations — ne représente que 5 % des emplois ESS.

Le signal le plus préoccupant est le retournement associatif de 2024-2025, dont la confirmation ou l'infirmité sur les prochains trimestres conditionnera l'orientation générale de l'ESS régionale.

Les salaires de l'ESS en PACA ont résisté à l'inflation

Évolutions des salaires moyens par tête — PACA



Un signal à ne pas sous-estimer

Sur la période 2020–2025, les salaires moyens par tête ont progressé dans l'ensemble de l'économie privée, avec une dynamique globalement favorable par rapport à l'inflation.

En 2020–2021, les trajectoires divergent fortement : le secteur privé hors ESS affiche une hausse salariale particulièrement marquée (+6,7 %), probablement liée au rebond post-Covid et aux tensions de recrutement dans certains métiers.

L'ESS progresse plus modérément (+4,3 %), dans un contexte où ses activités (social, médico-social, associatif) ont été fortement sollicitées, avec des contraintes de financement structurellement plus rigides. Avec une inflation à +2,75 % : les deux secteurs améliorent leur pouvoir d'achat réel cette année-là.

En 2021–2022, la situation s'inverse nettement : l'ESS enregistre sa plus forte hausse sur la période (+5,62 %), tandis que le secteur privé hors ESS ralentit (+3,93 %). Cette accélération de l'ESS intervient dans un contexte d'inflation élevée (IPC +5,85 % en décembre 2022). Les salaires de l'ESS ont ainsi progressé à quasi-parité avec l'inflation, préservant le pouvoir d'achat — là où le secteur privé hors ESS enregistrait une perte. Les revalorisations salariales liées au Ségur de la Santé ont probablement soutenu cette dynamique.

En 2022–2023, les deux secteurs convergent parfaitement à +3,24 % chacun. L'inflation reste encore élevée (+3,71 %), ce qui signifie que les salaires progressent légèrement en dessous de l'IPC pour les deux secteurs — une légère érosion du pouvoir d'achat.

En 2023–2024, la dynamique se maintient à des niveaux comparables (+2,93 % pour l'ESS, +2,62 % pour le secteur privé hors ESS), dans un contexte d'inflation fortement décélérée (+1,32 %). Pour la première fois sur la période, les salaires progressent nettement au-dessus de l'IPC dans les deux secteurs : c'est un regain de pouvoir d'achat réel.

En 2024–2025, les hausses salariales (+1,04 % pour l'ESS, +1,22 % pour le secteur privé hors ESS) restent supérieures à l'inflation (+0,8 % en déc 25), maintenant un gain de pouvoir d'achat réel, bien que modeste. Cette convergence entre salaires et inflation à des niveaux bas témoigne d'une normalisation conjoncturelle.

Le risque à surveiller : si la décélération salariale se poursuivait en 2026, couplée à une reprise même modérée de l'inflation, l'ESS pourrait voir s'éroder l'attractivité salariale acquise en 2022 et 2024.

Dynamique d'emploi

Dynamiques d'emploi dans les principaux secteurs de l'ESS en PACA

Soldes nets et évolution de l'emploi ESS en glissement annuel entre le 4ème trimestre 2024 et le 4ème trimestre 2025 (secteurs définis à partir de la NAF de l'insee)

Activité hospitalières : +750

+5,4 %

Les Établissements de Santé Privés d'Intérêt Collectif (ESPIC) — hôpitaux, cliniques et centres de soins gérés par des associations, fondations ou mutuelles, à but non lucratif — sont les premiers créateurs d'emplois de l'ESS entre 2024 et 2025. Cette performance s'inscrit dans une tendance structurelle confirmée par l'Uniopss : les effectifs du domaine santé dans le secteur privé non lucratif ont progressé de +18 % entre 2018 et 2024, la montée en charge des besoins de soins, le développement des soins de suite et la création de nouvelles unités au sein des ESPIC constituant les principaux moteurs.

Activité de services administratifs et de soutiens : +58 emplois

+1,4 %

Les structures de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) qui emploient des publics éloignés de l'emploi. La progression contenue (+1,4 %) signale une stabilité relative de ce segment à l'échelle régionale, soutenue par les politiques publiques d'activation et les financements de l'État au titre du Plan d'investissement dans les compétences.

Action sociale sans hébergements pour personnes âgées ou handicapées : +186 emplois

+0,8 %

La progression de l'emploi (+0,8 %) dans les services à domicile pour personnes âgées et handicapées (SAAD, SSIAD, SAMSAH...) contraste avec la tendance nationale de l'aide à domicile en ESS, qui affiche globalement -0,8 % sur l'année. Elle témoigne d'une résistance partielle, portée par l'accompagnement des personnes handicapées (en croissance), tandis que le segment aide aux personnes âgées reste sous pression du fait des difficultés de recrutement et des tensions tarifaires imposées par les Conseils départementaux.

Autre action sociale sans hébergement : -126 emplois

-0,6 %

L'accueil de la petite enfance (crèches associatives, haltes-garderies), la médiation sociale, les centres sociaux, l'aide à l'accès aux droits, l'accompagnement des publics en exclusion perdent 126 emplois (-0,6 %). L'incertitude des financements publics et la réduction des emplois aidés fragilisent l'emploi dans ce secteur.

Hébergement médico-social et sociale : +267 emplois

+1,4 %

Les structures de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) qui emploient des publics éloignés de l'emploi. La progression contenue (+1,4 %) signale une stabilité relative de ce segment à l'échelle régionale, soutenue par les politiques publiques d'activation et les financements de l'État au titre du Plan d'investissement dans les compétences.

Enseignement : -158 emplois

-1,9 %

La perte de 158 emplois (-1,9 %) dans l'enseignement privés à but non lucratif et les organismes de formation associatifs confirme la tendance nationale : la réforme de la taxe d'apprentissage — dont l'exonération était historiquement accordée aux associations — constitue un choc fiscal estimé à 379 millions d'euros pour l'ESS, contribuant directement aux suppressions de postes dans les centres de formation associatifs.

**Arts, spectacles et activités
récréatives : -100 emplois****-3,0 %**

La baisse de 3,0 % de l'emploi dans les associations culturelles s'inscrit dans une tendance sectorielle très dégradée, le secteur subissant la réduction des subventions publiques (État et collectivités), la fin des dispositifs d'aide post-Covid et les difficultés structurelles de modèle économique des petites compagnies associatives.

**Autre activités de services :
-639 emplois****-3,3 %**

Catégorie la plus hétérogène (organisations syndicales, religieuses, culturelles, de défense de droits, associations de proximité non classées ailleurs), c'est le secteur le plus touché du périmètre analysé, avec 639 emplois perdus. La conjonction de la réduction des subventions de fonctionnement par les collectivités dans un contexte de tension budgétaire, de la fin des contrats aidés, de la fragilisation financière des petites associations et de la baisse du bénévolat actif explique cette hémorragie d'emplois.

**Activités sportives, récréatives
et de loisirs : -222 emplois****-2,4 %**

La perte de 222 emplois (-2,4 %) dans le mouvement sportif associatif illustre des difficultés sectorielles avérée : l'effet post-Jeux olympiques de Paris 2024, combiné à la baisse des subventions de l'Etat et des collectivités locales, fragilise les modèles économiques des employeurs associatifs sportifs.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les données analysées sont issues de la base Séquoia de l'Acoss et des Urssaf (partenariat avec ESS France) qui centralise les effectifs et les assiettes salariales issus des obligations déclaratives des employeurs du secteur privé relevant du régime général : le bordereau de cotisations (BRC) et la déclaration sociale nominative (DSN) qui s'y substitue progressivement depuis mars 2015.

L'effectif salarié correspond au nombre de salariés de l'établissement ayant un contrat de travail au dernier jour du trimestre. Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail.

Les données sur les évolutions et les soldes nets d'emplois sont calculées en glissement annuel entre deux trimestres.

Une part (environ 8 %) des effectifs salariés de l'ESS relève du régime agricole dont le recouvrement des cotisations sociales est assuré par la Mutualité sociale agricole (MSA), ils sont exclus de cette analyse.

Note de conjoncture réalisée par :



Avec les données de :



Et le soutien de :



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

